

ns

l'Intérieur, le nombre de
à la frontière d'étrangers
oire français a atteint 15000
Dominique de Villepin est

«L'immigration économique
est un processus naturel, et
l'important, pour l'Europe, est
de bien gérer ce processus.»

Vladimir Spidla, commissaire européen à l'Emploi

1,4 million
d'étrange

entrent légalement
dans l'Union europ

Le tabou des quotas est tombé

L'idée a déjà fait son chemin à droite et à gauche, avec ou sans Sarkozy.

Nicolas Sarkozy aime à se présenter comme un briseur de tabous. Après la discrimination positive, le nouveau président de l'UMP a agité l'idée de quotas d'immigration lors de ses vœux, la semaine dernière, à la presse. «*La question des quotas d'une immigration choisie au lieu d'une immigration subie doit faire l'objet de débats sans tabous et sans exclusive.*» Pourtant, cette question n'est plus honteuse en France, et ce dossier n'est plus enfoui dans des tiroirs fermés à double tour. Au sein des partis politiques, on y pense et on en débat. Y compris à gauche.

CDD. A droite, Dominique de Villepin, hostile tout comme

Jacques Chirac au système de quotas, est monté au front dès le lendemain de la prise de parole de Sarkozy: «*L'esprit de la tradition républicaine va à l'encontre des quotas ethniques ou par nationalité.*» Le mois dernier, le ministre de l'Intérieur s'était exprimé contre les quotas dans *le Figaro*, leur préférant notamment des CDD d'immigrants. La France pourrait ainsi proposer sur une base contractuelle des titres de séjour adaptés à ses besoins économiques, à identifier branche par branche.

De fait, Nicolas Sarkozy n'a pas sorti l'idée de son chapeau la veille de ses vœux. Charles Pasqua est depuis longtemps un défenseur de cette politique. Et, dans son livre sorti en janvier 2001, *Libre*, Sarkozy préconisait déjà «*une politique volontaire de l'immigration, fondée sur des professions*

ou des pays». Il aurait donc eu tout le loisir d'agir en ce sens lorsqu'il était ministre de l'Intérieur. Pourtant, quand il avait exposé à l'Assemblée sa réforme de l'immigration, en 2003, il avait présenté une loi à défaut d'un projet. Dans l'hémicycle, le ministre avait plaidé pour que la France retrouve une politique migratoire. Sans jamais préciser laquelle. Environ 100000 étrangers viennent en France légalement chaque année. «*Est-ce un niveau satisfaisant? Faut-il réduire ce flux? Aller*

«**La question des quotas d'une immigration choisie au lieu d'une immigration subie doit faire l'objet de débats sans tabous et sans exclusive.**»

Nicolas Sarkozy

plus loin?», avait demandé en vain le socialiste Christophe Caresche. Sur ces questions, Nicolas Sarkozy était resté muet. «*Il faut des dynamiques claires, capables d'afficher des objectifs. Votre arsenal de mesures techniques, dangereux pour les libertés fondamentales, ne peut pas suffire*», avait regretté Manuel Valls (PS).

Ethique. Car, à gauche, on y réfléchit aussi. «*Le débat est ouvert depuis des années*», a rappelé, hier, François Hollande, sur Radio J. Adeline Hazan, secrétaire nationale au PS, longtemps hostile au principe des quotas, l'a reconnu l'an dernier: «*Nous ne pouvons plus refuser d'examiner cette question en nous contentant de dire qu'elle nous heurte sur le plan éthique.*» Henri Emmanuelli, Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon y sont favorables depuis plu-

sieurs années. En 1997, Martine Aubry et Jean-Pierre Sueur ont combattu ce système, en s'interrogeant sur les critères qui pourraient conduire à privilégier telle profession ou telle nationalité. En 2000, au moment du drame de Douvres, où 58 cadavres de clandestins avaient été découverts dans des camions frigorifiques, Hubert Védrine, alors ministre des Affaires étrangères, avait relancé l'idée d'une politique de quotas. A l'époque, Pierre Moscovici estimait que ce n'était «*pas nécessairement la solution*».

Adaptation. Ancien de SOS Racisme (qui s'était exprimé en 1996 en faveur de quotas), Malek Boutih a été chargé de cette réflexion au PS. Dans *l'Express* à paraître aujourd'hui, le secrétaire national préconise une diversification des conditions d'entrée des étrangers en France. «*Avec ce système maîtrisé et reposant sur un numerus clausus modulable, il serait possible d'adapter les flux migratoires à la réalité du moment.*» Chez les socialistes, Dominique Strauss-Kahn est peut-être le plus décontracté: dans un rapport pour la Commission européenne, en 2004, l'ancien ministre de l'Economie estime que l'UE doit imaginer «*une immigration légale, fondée sur un système de quotas*». Une politique qui a l'avantage «*de concilier les besoins économiques de l'Union, les intérêts légitimes des pays d'origine et les liens historiques particuliers que les nations européennes ont pu tisser avec certains pays du Sud*». Tabous, les quotas? ◀

CHARLOTTE ROTMAN